

Deuxième journée d'émeutes à Diar Echems L'éternel problème du logement



Les émeutiers refusent tout dialogue. Les affrontements ont repris hier dans l'après-midi à la cité Diar Echems dans la commune d'El Madania. Les émeutiers, chauffés à blanc, ont bloqué la route et continué à jeter des pierres à l'endroit des policiers, qui ont riposté en lançant des bombes lacrymogènes.

24 heures après les émeutes qui ont secoué cette vieille cité d'Alger, aucun responsable n'a encore fait le déplacement pour calmer les esprits. Dans la journée d'hier, un sentiment de colère et d'indignation était perceptible sur les visages des résidants.

Les affrontements ont repris hier dans l'après-midi à la cité Diar Echems située dans la commune d'El Madania. Les émeutiers, chauffés à blanc, ont bloqué la route et continué à jeter des pierres à l'endroit des policiers qui ont riposté en lançant des bombes lacrymogènes. Plusieurs jeunes blessés ont été évacués vers l'hôpital, parmi lesquels deux policiers. La paralysie était générale du côté de Bir Mourad Rais en l'absence de toute réaction officielle. En fait, 24 heures après les émeutes qui ont secoué cette vieille cité d'Alger, aucun responsable n'a encore fait le déplacement pour calmer les esprits.

Dans la journée d'hier, un sentiment de colère et d'indignation était perceptible sur les visages des résidants. A l'intérieur des ghettos qui forment la sinistre cité, l'on ne parle que des affrontements de la veille. Beaucoup de blessés ont été enregistrés parmi les émeutiers, une trentaine de protestataires ont été arrêtés et relâchés.

Les jeunes insurgés, a-t-on constaté sur les lieux, ne comptent pas lâcher prise. Ils disent vouloir rencontrer «Bouteflika en personne». «Nous ne voulons pas voir le wali d'Alger, il a toujours fait la sourde oreille à notre cas, pourtant il était au courant de notre souffrance» s'indigne un jeune homme, la trentaine à peine entamée.

«Nous demandons notre droit au logement et personne ne pourra nous arrêter», clament-ils. La genèse de la manifestation, apprend-on sur place, est l'interdiction par les autorités de la construction de logements au sein même d'un stade de proximité.

Une décision qui a suscité l'indignation des habitants. «Nous vivons dans l'exiguïté, dans des studios inhabitables. Allah ghaleb, nous n'avons pas où aller» explique un père de famille. Les 1 500 familles de Diar Echems habitent dans «ces studios depuis 1945».

«Les derniers arrivés ayant construit des bidonvilles ont bénéficié de logements, alors que les originaires croupissent à 15 ou à 20 personnes dans des appartements constitués d'une chambre, un petit couloir et une cuisine d'un mètre carré» se plaint une mère de famille dont le fils a été blessé à la tête.

«Il n'a pas participé aux affrontements, il était de retour de la salle omnisports où il pratique le judo», indique-t-elle. L'autre détail qui suscite l'ire des habitants de Diar Echems est la gestion de la commune par le P/APC actuelle.

A l'unanimité, les habitants demandent son départ. Selon les témoignages des résidants, «le P/APC a attribué des logements à des personnes qui ne sont pas dans le besoin et à d'autres qui ne sont pas mariés».

Émeutes à Diar Chems : "Les autorités n'arrivent pas à gérer la crise du logement"



Lundi après-midi, de violents affrontements ont éclaté entre les habitants du quartier populaire de Diar Chems, situé à l'est d'Alger, et la police anti-émeute. Notre Observateur nous explique les raisons du conflit.

Diar Chems est l'un des nombreux quartiers construits dans les années 60 aux alentours de la capitale et qui, aujourd'hui, se retrouvent à l'état de bidonvilles. Depuis plusieurs années, les populations de ces quartiers sont confrontées à des problèmes de logement.

Mohammed (pseudonyme) travaille à côté de la cité de Diar Echams. Il passe tous les jours devant en voiture et connaît des habitants de la cité.

Hier soir, en passant devant la cité, ce que j'ai vu m'a rappelé les émeutes du 5 octobre 1988 [révolte populaire qui avait fait

“

plus de 400 morts ndlr]. Je n'étais qu'un enfant à l'époque mais c'était la même atmosphère. J'ai vu des personnes de tous les âges jeter des pierres, les femmes envoyaient des pots de fleurs des balcons sur la police anti-émeute. C'était un ras-le-bol général. Les affrontements et les incendies ont duré jusqu'à tard dans la nuit.

Deux choses ont déclenché ces émeutes. D'abord les policiers ont essayé de détruire les baraques de fortune installées, faute de place, par les habitants sur les parties communes (stade, aires de jeu) il y a maintenant quelques années. Mais devant la colère des habitants, les policiers ont dû interrompre la démolition.

Ensuite, une liste de personnes qui bénéficieraient d'un relogement a été publiée dans la cité. Mais quand les habitants ont vu que les noms de personnes habitants d'autres cités y figuraient, ils ont été exaspérés et se sont rassemblés pour protester.

La situation du logement en Algérie est très confuse. Beaucoup de riches, parce qu'ils connaissent des gens haut placés et qu'ils donnent des bakchichs, profitent des logements sociaux. Alors que ceux qui en ont besoin parce qu'ils vivent avec une famille nombreuse dans un F1 n'y auront jamais accès parce qu'ils ne connaissent personne.

La situation s'est un peu calmée aujourd'hui parce que la police anti-émeute reste à l'extérieur de la cité. Le bidonville est un enchevêtrement d'immeubles avec beaucoup de balcons, c'est très dangereux pour eux d'y entrer.

L'objectif pour les autorités, c'est de calmer la situation au maximum afin que la colère ne se propage pas aux cités voisines. Cette cité est d'autant plus un enjeu qu'elle est située à seulement 2 kilomètres de la présidence. Mieux vaut donc camoufler les violences très vite.

Mais je pense que les affrontements vont reprendre dès ce soir."

ELLES ONT FAIT DES DIZAINES DE BLESSÉS ENTRE CIVILS ET POLICIERS

Les émeutes reprennent à Diar Chems

21 Octobre 2009 - Page : 4

Lu 2590 fois



De nombreux blessés ont été dénombrés parmi les services de police et les citoyens à la suite des émeutes qui ont éclaté à Diar Chems hier après-midi.

De nombreux policiers ont été blessés hier alors qu'ils tentaient de disperser les manifestants qui ont investi la rue au quartier de Diar Chems à El Madania.

Tous les moyens humains des services de sécurité ont été appelés en renfort pour mettre un terme aux émeutes mais sans succès puisque le calme n'est toujours pas revenu à la tombée de la nuit. Les habitants du quartier ont utilisé tout ce qui leur tombait sous la main pour se protéger contre l'assaut donné par la police aux environs de 18h. Il y a eu également des blessés parmi les citoyens. Depuis les balcons et les fenêtres, les habitants ont jeté des cocktails Molotov contre les policiers. Même des sacs de ciment et de sable ont été utilisés comme projectiles contre les services de l'ordre qui ont essayé de se barricader pour éviter de nouvelles victimes. Ils n'ont pas hésité à répliquer à coups de grenades lacrymogènes visant même les personnes qui se tenaient aux balcons et aux fenêtres. Les barres de fer et des morceaux de bois qui servaient d'armatures aux baraques de fortune ont été arrachés pour attaquer les policiers. De nombreuses ambulances ont été dépêchées sur les lieux pour évacuer les blessés. Les habitants sont sortis dans la rue hier après-midi pour renouveler leurs doléances dans l'espoir d'obtenir des logements sociaux. Mais la foule a été chargée par la police antiémeute dans l'espoir de mettre fin aux attroupements dans ce quartier. Canons à eau et gaz lacrymogènes restent le seul moyen des policiers pour disperser les manifestants, à côté, bien sûr, des matraques.

Ces incidents ont éclaté dans ce quartier populaire d'Alger car les habitants, parmi lesquels des jeunes et des femmes, ont voulu protester contre leurs mauvaises conditions de logement. Ils ne se sont pas privés de jeter contre les policiers tout ce qui leur tombait sous la main. Ils n'ont pas cessé de lancer des projectiles contre les forces de l'ordre. Bilan: plusieurs d'entre eux ont été blessés. Même les manifestants ont été blessés lors des violentes charges des policiers. D'ailleurs, des femmes et leurs bébés affectés par les gaz lacrymogènes ont été transférés à l'hôpital.

De crainte des représailles, certains jeunes ont préféré ne sortir dans la rue qu'encagoulés. Les habitants de la cité Diar Chems d'El Madania ont délégué, hier, quelques représentants pour rencontrer les autorités et discuter des solutions à apporter au problème du logement.

Les citoyens ont considéré que les autorités n'ont eu de cesse de faire des promesses sans jamais voir un début de concrétisation des projets de logements attendus. Ils ont eu recours, une nouvelle fois, à la contestation dans la rue pour exprimer leur ras-le-bol. Ils ne veulent plus continuer à vivre dans des baraques ou dans des logements exigus.

Les services de la daïra de Sidi M'hamed ont déjà recensé les besoins en logements sociaux d'El Madania, mais ce ne sont pas tous les postulants qui ont eu droit à un toit. Ceux qui n'avaient pas été retenus par la commission d'attribution ont alors ressenti du dépit. Ils n'ont pu contenir leur impatience et ils comptent sur la révolte dans la rue pour attirer l'attention des responsables et les forcer à redoubler d'efforts pour leur procurer un toit.

Les chefs de famille n'ont eu pour seul choix que de tenter de prendre possession de certains terrains de la commune pour ériger de nouvelles demeures de fortune. Cette initiative n'a pas été du goût des représentants de l'APC, qui se sont d'ailleurs abstenus de tout commentaire suite à cette affaire.

D'un autre côté, les démarches entreprises auprès de la daïra n'ont pas été couronnées de succès. Acculés de partout, les citoyens ont fini par exprimer leur désarroi de façon on ne peut plus claire.

Tahar FATTANI



Requalification des cités

350 familles relogées à Diar El Kef

Climat de France, Cité Mahieddine, Diar Chems, Hay Ennakhil, pour ne citer que ces cités-dortoirs sont autant sources de promiscuité que foyers de tension.

Faut-il dire que la dégradation du bâti a pris des proportions alarmantes dans certaines cités populeuses, au point où deux, voire trois familles, vivent dans des cagibis, où chacune d'elles est confinée dans un espace d'habitation ne dépassant pas quelques mètres carrés. Des milliers de familles vivant depuis plus d'une cinquantaine d'années dans ces quartiers-favellas attendent que leurs conditions de vie soient améliorées. La solution ? Soit attendre l'opération relogement, soit opter pour la construction anarchique dans les dépendances communes d'un immeuble. Et ce qui a suscité le courroux dernièrement à Diar Echems est illustratif à plus d'un titre : vivre dans un taudis que deux, voire trois familles partagent depuis des années n'est pas « commode ». Difficile de cohabiter lorsqu'on voit « des familles tassées dans des réduits de 13 m² comme c'est le cas à Diar el Kef », dira un des élus de la commune de Oued Koriche, Farid Oumahamed. Des gens vivent dans des conditions lamentables depuis des lustres et attendent l'opération relogement ou que leur espace d'habitation soit requalifié. « Ce qui les pousse à empiéter sur l'espace commun », fait remarquer un locataire de la cité Climat de France. Cette cité construite en 1957 par Pouillon doit faire l'objet d'une requalification des cellules qui abritent quelque deux mille familles entassées.

Quant à la cité Diar El Kef qui a été réalisée en 1957 par les architectes Daure et Berry, elle était destinée initialement au recasement des populations locales. Autrement dit, un centre de transit pour les sans-logis de manière temporaire. Mais depuis 1962, les quatre immeubles de la cité populeuse offrent un décor où, le moins qu'on puisse dire, il ne fait pas bon vivre. Des cellules de quelques mètres carrés abritent une maisonnée qui grossit au fil des ans, sans connaître un meilleur sort. « Les gens n'hésitent pas à construire sur la terrasse, la cage d'escalier, le hall d'entrée, aux abords des immeubles, etc. » note un locataire qui vient de bénéficier d'un logement neuf à Draria. Et c'est à la « faveur » des inondations du 10 novembre 2001 de Bab El Oued que la population de cette cité a manifesté son indignation et crié son ras-le-bol, en interpellant les autorités locales pour prendre en charge leurs doléances. A croire que le malheur des uns fait le bonheur des autres ! Un programme d'action a été mis en place en 2001 pour mettre en branle l'opération de réaménagement de la cité. En effet, la quatrième opération tiroir de la cité Diar El Kef vient d'être achevée. Ainsi, 89 familles ont bénéficié de logements réaménagés sur site et 261 autres ont été relogées au niveau des communes de Draria et Souidania. Rappelons que l'opération tiroir initiée par les autorités locales concerne le réaménagement des 790 cellules des immeubles de ladite cité, en des appartements décents affectés aux familles. Environ 400 familles ont pu bénéficier de cette opération recasement et relogement, initiée depuis 2002. La 5e et dernière opération tiroir concernera la requalification de 186 cellules qui seront transformées en 106 logements. Celle-ci démarrera, juste après la mobilisation de l'enveloppe qui sera affectée à l'APC dans le cadre du recasement et du relogement de 310 familles, rappelle notre interlocuteur.

Par M. Tchoubane

Birkhadem: Ould Abbès expulsée 17 familles

19 avril, 2010 Posté dans [Mouvement social](#)



Dix sept familles occupant des logements de fonction dans le centre spécialisé de rééducation de Birkhadem ont été expulsées hier par les services du ministère de la Solidarité sur ordre de la justice. Ces familles s'ajoutent aux 11 autres expulsées en juin de l'année dernière du même centre. Ces familles habitaient depuis plus de 50 ans dans le centre spécialisé de rééducation de Birkhadem. Les faits de cette affaire remontent à 2001, quand 17 familles d'éducateurs et de hauts cadres du centre spécialisé de rééducation, rattaché au ministère de la Solidarité nationale, ont été sommées de quitter leur logement.

C'est la sixième fois que le ministère actionne les mécanismes d'expulsion. Ces expulsions viseraient à libérer le terrain pour une coopérative immobilière. Les habitants ont brandi des attestations d'attribution de ces logements délivrées par les services des Domaines datant de 1962. «C'est de la hogra. Comment se fait-il qu'un ministre qui prône la solidarité nationale et la justice ose jeter des femmes et des enfants à la rue ?» s'interroge une femme sinistrée, les larmes aux yeux. Un autre sinistré a souligné que «normalement, le P/APC doit nous défendre. Malheureusement, il ne s'en est même pas inquiété».

Synthèse d'El Mouhtarem/ Source Le Jeune indépendant

Spéculations, escroqueries et mauvaise gestion

Le marché de l'immobilier en folie

La crise du logement disparaîtra en 2009. » Ces propos, tenus le 10 avril 2007 par l'ancien ministre de l'Habitat, Nadir Hamimid, le feraient presque passer pour un mauvais plaisantin. Si le premier enseignement – déjà connu par le commun des Algériens – est qu'il ne faut pas croire nos politiques sur parole, il apparaît que nos gouvernants ont sans doute sous-estimé les dégâts causés dans ce secteur. Le marché de l'immobilier est aujourd'hui dévasté. Ce n'est plus qu'une vaste jungle dans laquelle sévissent les spéculateurs, les smasria, les mafieux à la recherche d'un refuge pour un blanchiment d'argent et les escrocs de tout acabit.

Le béton absorbe tout ce que la brutale ouverture du marché a produit de plus vil dans la société algérienne. Tout a commencé au début des années 2000, à l'heure de l'ouverture du marché de l'immobilier. « Les Algériens ne connaissent pas l'économie de marché. Nous n'avons pas cette culture. Faute de préparation, le marché n'a pas pu être structuré. Tout le monde peut y faire n'importe quoi », explique M. Aouidat, vice-président de la Fédération nationale des agents immobiliers (Fnai). Le fossé s'est creusé entre les prix de l'immobilier et les salaires à mesure que les liquidités de l'informel étaient injectées dans le secteur. Mais c'est en 2003 que le marché a véritablement basculé dans la folie. A l'origine de cette incroyable valse des prix, l'instruction Ouyahia exigeant des paiements par chèque pour toute transaction dont le montant dépasse les 50 000 DA. Les Algériens ayant pris l'habitude de thésauriser leur argent sous leur oreiller, certains craignaient qu'on vienne leur demander des justifications sur l'origine de leurs fonds. Beaucoup ont ainsi placé leur épargne dans ce qu'il y avait de plus sûr : l'immobilier. « En plus du blanchiment d'argent et de l'argent du terrorisme, il y avait des gens honnêtes qui plaçaient leur épargne dans l'immobilier.

La mesure du chèque obligatoire a ainsi fait quadrupler les prix. Aujourd'hui, même si la mesure a été annulée, le mal est fait, les prix ne retourneront pas en arrière », explique M. Aouidat. Les prix de l'immobilier ont atteint un point de non-retour. N'importe quel motif suffit à les titiller. Les prix de la location se sont encore emportés à cause de la longue attente des bénéficiaires des programmes de l'Aadl. Les attributaires qui ont ainsi cherché à louer en attendant la fin de construction de leurs appartements ont « bloqué » le marché de la location. Plus les retards des chantiers s'accumulaient et plus la tension sur le marché locatif devenait intenable. « L'Aadl avait fait naître un brin d'espoir auprès des jeunes couples. Ils se sont mis à louer. Mais les retards occasionnés par l'AADL ont fait que la location des appartements a duré plus longtemps que prévu. Ça a créé un manque », dit encore M. Aouidat. En l'absence de règles, l'arrivée des investisseurs étrangers en Algérie a fini par désarçonner le marché. « L'Algérien voit en l'étranger des billets d'euros », nous dit un expert du secteur. Et l'arrivée massive des euros sur le marché de l'immobilier donnait lieu à toutes les formes de ruse visant à gagner de l'argent sans effort. « Beaucoup de gens achètent une villa pour la louer aux étrangers. En l'espace de trois ans de location, ils auront amorti leur investissement », explique M. Aouidat. Le fait est que les prix appliqués par les privés ne répondent à aucune logique. Les responsables du cabinet Lefèvre-Pelletier, chargés d'établir une étude sur le marché par la Société de garantie du crédit immobilier (Sgci) n'ont pas caché leur effarement : « L'absence de réelle transparence du marché de la location, rend difficile l'évaluation des biens par l'application d'une méthode d'expertise par le revenu », écrivent-ils.

Dans ce rapport, dont El Watan a une copie, le cabinet français relève l'absence de repères dans le calcul des prix des biens immobiliers. « De sérieuses incertitudes demeurent quant à l'identification des propriétés, rendant parfois impossible toutes prises d'hypothèques par les banques et établissements financiers », peut-on lire sur le document en question. Les experts du cabinet Lefèvre Pelletier ajoutent : « On a passé, en peu de temps, d'un 'marché administré' à un 'marché libre' sans que la fiabilité des données immobilières ait été préalablement assurée, et sachant que subsistent encore des pratiques dirigistes, pour des considérations souvent sociales. La valeur vénale, si elle doit aujourd'hui correspondre à la valeur réelle de marché, relève d'un concept qui demeure encore difficile à appréhender. » Les experts du cabinet français s'étonnent du fait que chaque segment (banques, impôts, experts géomètres...) ait son propre barème de prix. « En ce moment, ceux qui fixent les prix sont khalti Taous, Lala Zoubida et mon voisin El Bachir. Il n'y a pas de base sur laquelle il est possible de travailler », affirme, sans ambages, M. Aouidat. Il n'existe pas de paramètres de prix selon les zones. « Si c'est un appart à Hydra, goul bark, à toi de donner ton prix. C'est ainsi que des villas se vendent à 100 milliards de centimes », nous dit un agent immobilier, près d'Alger. Même si l'immobilier a toujours été un domaine privilégié des spéculateurs, des règles de calcul existent dans le monde. Mais en Algérie, les prix sont basés sur des « oui-dire ». Ainsi, un terrain dans la région de Cherarba, où personne ne voulait habiter il y a quelques années, se négocie autour de 35 000 DA/m². Il faut dire que le gouvernement algérien a raté plusieurs occasions de structurer le marché.

Le cabinet Lefèvre Pelletier a recommandé notamment la création d'un « observatoire des prix » pour suivre le marché de près. La flambée des prix dans la capitale a entraîné un effet domino sur toutes les autres villes algériennes. Quelques professionnels veulent néanmoins croire qu'une stabilisation du marché est encore possible. « Depuis la crise financière internationale, les compagnies étrangères se font plus rares en Algérie. Comme les étrangers ne viennent plus et que les prix sont trop élevés pour les bourses moyennes, le marché est bloqué. » « Au début, les gens se disaient que ce n'est là qu'une crise passagère, mais ils commencent à prendre conscience. Des biens

importants sans locataires engendrent beaucoup de frais. Certaines personnes ont baissé les prix de la location à hauteur de 50%. » « Il n'y a plus de marché pour le citoyen moyen. L'immobilier est désormais destiné à une certaine catégorie. » Cette baisse touche uniquement les villas et les appartements de luxe. Le commun des Algériens ne peut en ressentir les effets. Pendant ce temps-là, un modeste F3 à Garidi a été cédé la semaine dernière à 1,6 milliard de centimes. Un cadre qui peut se targuer d'avoir un bon salaire de 45 000 DA devrait attendre trente ans, sans dépenser le moindre sou, pour espérer caresser son rêve de plus près. Un smicard devrait patienter 75 ans.

Cnep Banque : plus de 82 milliards de dinars injectés depuis 2004

Les montants alloués par la banque de l'immobilier, la Cnep, entre 2004 et le 30 juin 2009 s'élèvent à 82,84 milliards de dinars, selon le service de communication de la Cnep. « Près de 460 projets ont bénéficié de ces engagements. Ils ont connu une importante augmentation en 2008 avec 26 milliards de dinars contre 12,2 milliards de dinars en 2007 », nous explique-t-on à la Cnep.

Fausses déclarations et vrais contrats

L'un des éléments qui perturbe le marché de l'immobilier est celui des fausses déclarations sur les contrats de transactions immobilières. « Les déclarations sous-évaluées et, semble-t-il, rarement redressées, traduisent surtout la peur de l'impôt qui nous a été décrite par la plupart des interlocuteurs rencontrés comme largement partagée et de nature à alimenter les comportements déviants ci-dessus relevés », souligne le rapport du cabinet Lefèvre-Pelletier sur l'évaluation de l'immobilier en Algérie. Les estimations des prix du logement sont bien souvent faussées par la crainte de l'impôt, ce qui n'est pas sans conséquence sur la juste appréciation des marchés et ceci demeure très dommageable à la mise en place d'un véritable cadre référentiel. Pour le vice-président de la Fnai, « les gens agissent par ignorance ». « Il y a une méconnaissance totale des lois et des droits. Quand on déclare, on se met en sécurité », explique-t-il. Pour l'heure, les Algériens déclarent généralement près de 40% de la valeur du bien immobilier. « Auparavant, les impôts prenaient 50% de la valeur du bien. Aujourd'hui, les impôts ont baissé mais la phobie est restée », diagnostique M. Aouidat.

Par Amel Bliidi

Cave standing pour 7500 DA par mois

« Loue F2 avec jardin, 6000 DA. » Alléchés par l'annonce parue dans un hebdomadaire spécialisé, nous prenons contact avec le propriétaire. Celui-ci nous explique qu'il s'agit en fait... d'une cave ! Aménagée en appartement F2, à Bab Ezzouar, avec kitchenette et douche.

Précision : l'eau et l'électricité sont gratuites. Comprendre : prélevées du réseau en toute illégalité. Mises en vente à des prix défiant toute concurrence, et à des standings différents, les caves constituent désormais, à elles seules, un véritable marché immobilier. « Je vous vends ma cave F3 à 1, 2 million de dinars », nous propose un « propriétaire » à la cité du 5 Juillet (Bab Ezzouar). Une autre cave F3 à Sorecal, toujours dans la localité de Bab Ezzouar, est mise en vente pour 900 000 DA. Ali, un locataire du quartier raconte : « Au début, nous avons laissé des voisins aménager ces caves, à cause de l'exiguïté des appartements et de la crise du logement. Mais rapidement, cela a provoqué des conflits entre voisins qui voulaient tous avoir droit à ces chambres en sous-sol.

Transformées plus tard en appartement. » Avec toutes les commodités. Et Ali de dénoncer certaines pratiques : « Maintenant, ils vendent ces caves à des étrangers ! Certains locataires vendent leur appartement avec cave comprise dans la transaction, tout cela, sans que les autorités ne bougent ! » A en croire les résidents des cités dortoirs de la capitale, ce style de transaction est devenu courant. A Aïn Naâdja, même pratique, même prix. La fourchette des prix évolue en fonction de l'espace, mais aussi de la localisation. A proximité du marché et des arrêts de bus, il vous en coûtera de 400 000 DA à 1,5 million de dinars. « J'ai vendu mon appartement, j'ai acheté une cave à 800 000 DA, le temps de construire ma maison à Dar El Beïda », nous explique Salah, la cinquantaine, fonctionnaire. « J'ai bénéficié d'un logement OPGI, dans les années 1980. Après le séisme de Chlef, aujourd'hui je suis contraint de le vendre, car mes enfants sont arrivés en âge de se marier et ils n'ont pas les moyens de s'offrir un logement. Je déménage dans trois mois et je revends ma cave à 1 million de dinars », calcule-t-il. Naïm et Manel, un jeune couple, s'apprêtent, eux aussi, à louer une cave à Alger-Centre. Ils se marient dans un mois et viennent de trouver une cave à Belcourt pour 7500 DA par mois les 30 m2. « On n'a pas le choix », nous expliquent-ils amèrement. Parfois même, certaines caves font office de locaux commerciaux. « Après plusieurs tentatives pour obtenir des aides dans le cadre de l'Ansej, je travaille dans ma cave, confie Fella, une jeune coiffeuse. Cela ne gêne pas mes clientes même fortunées... »

Par Zouheir Aït Mouhoub